

Europe Ecologie : décryptage (1^{ère} partie)

Le 15 août 2009. Par le Mouvement politique d'éducation populaire (M'PEP)

Sommaire

- * Mirage électoral
- * Un rassemblement essentiellement électoraliste
- * Europe Ecologie vote pour l'ultralibéral Buzek à la présidence du Parlement (...)
- * Pas de modalités concrètes de mise en œuvre des propositions

Introduction

A quelques jours de l'ouverture de l'université d'été des Verts, il n'est pas inutile de revenir sur le score obtenu par les listes Europe Ecologie lors de l'élection européenne de juin 2009 et de comprendre la signification de leurs résultats. Le présent texte est très critique vis-à-vis de l'idéologie et du programme de ces listes qui agissent comme mirage électoral pour éviter d'aborder les vraies solutions à la triple crise économique, sociale et écologique. Le M'PEP espère que les militants des Verts, dont une grande partie est située politiquement à gauche ou même très à gauche, sauront arrimer le mouvement écologiste à gauche et repousser les impasses du « ni droite, ni gauche » professées par Daniel Cohn-Bendit.

Mirage électoral

Les scores surprenants obtenus par certaines listes aux élections européennes depuis 1989 s'expliquent aisément. L'élection européenne, qui n'a aucune conséquence sur les politiques menées en France ou en Europe, sert souvent de défouloir à tous les électeurs qui en éprouvent le besoin. Il est ainsi possible de « punir » tel ou tel parti – ou du moins de donner un avertissement – sans que la sanction n'ait le moindre effet institutionnel. Aucun autre type d'élection ne connaît ce phénomène. Après le score atypique réalisé en juin 2009 par les listes Europe Ecologie (16,28% et 2,8 millions de voix), il faut distinguer l'émergence de la crise écologique de sa traduction électorale. La question est de savoir si les résultats des listes Europe Ecologie traduisent les inquiétudes légitimes provoquées par cette crise, ou s'il s'agit simplement d'un phénomène purement électoral. N'est-ce qu'un feu de paille, ou ce score témoigne-t-il de l'émergence en France ou même en Europe d'un nouvel acteur politique majeur ? N'oublions pas que ce score a été obtenu dans un contexte d'hyper-abstention qui en relative la portée (57% à l'échelle de l'Union européenne, près de 60% en France). A l'évidence, pour le M'PEP, les listes Europe Ecologie ne pourront pas se transformer en courant politique homogène susceptible de modifier le paysage politique français. Ce n'est pas Europe Ecologie qui a réalisé un bon score, mais ce sont les mauvais scores du PS et du MoDem qui ont gonflé artificiellement la performance d'Europe Ecologie. Cette explication, cependant, ne peut suffire et doit être complétée. Si les résultats des élections européennes du 7 juin 2009 ont témoigné d'une très forte abstention (59,6%), exprimée surtout chez les jeunes de 18 à 34 ans (81%) et dans les milieux populaires (plus de 70%), ils ont également prouvé que les questions environnementales sont omniprésentes dans le débat public. Ceci s'est traduit par un score de 16,2% en faveur du mouvement Europe Ecologie, soit une progression de 8,8% par rapport aux précédentes élections où les Verts avaient obtenu 7,4%. A l'échelle européenne, aucune « percée » écologiste n'est observable, le score d'Europe Ecologie reste manifestement un problème de politique franco-française. Certes le groupe des Verts au Parlement européen passe de 44 à 53 élus, mais cette augmentation vient essentiellement de la France. Les écologistes progressent dans 10 pays (France, Belgique, Suède, Grèce, Grande-Bretagne, Estonie, Finlande, Luxembourg, Pays-Bas, Allemagne) et régressent dans 4 (Malte, Autriche, Irlande, République Tchèque). Ils n'étaient pas représentés comme tels dans les autres. Il est vrai que dans certains pays les écologistes ont atteint un niveau électoral significatif. C'est le cas, essentiellement, des pays suivants : Luxembourg (17%) ; France (16,2%) ; Belgique (13,4%) ; Finlande (12,4%) ; Allemagne (12,1%) ; Suède (10,8%) ; Autriche (9,5%) ; Grande-Bretagne (8,3%) ; Pays-Bas (8,9%). Mais le score de ces partis écologistes ne semble pas s'expliquer principalement par une prise de conscience écologiste particulière des populations concernées. L'explication tient à des configurations politiques locales, notamment la collaboration entre la droite et la social-démocratie qui crée un besoin de renouvellement politique se focalisant sur les écologistes, faute de mieux et d'une vraie gauche. Dans ces situations, les écologistes apparaissent davantage porteurs d'une exigence de renouvellement politique qu'incarnant la seule exigence écologiste.

Un rassemblement essentiellement électoraliste

Plusieurs éléments peuvent expliquer ce résultat, notamment le vote sanction à l'égard du PS et certaines « fuites » venant du MoDem. Mais les inquiétudes en matière d'environnement n'en sont pas moins réelles. La réponse à la crise écologique est jugée insuffisante par 92% des Français, inquiets du mauvais état de la planète. Ils le sont davantage que les Américains ou les Britanniques, mais pas moins que les Japonais, les Brésiliens ou les Russes, comme l'indique une étude internationale réalisée par l'institut TNS Sofres dans 17 pays, en juin 2008 (Le Monde, 31 mars 2009). Europe Ecologie est un rassemblement politique créé par Daniel Cohn-Bendit et lancé le 20 octobre 2008 à Paris. Cette alliance regroupe des partis politiques comme Les Verts et la Fédération Régions et Peuples Solidaires, des membres d'associations et des personnalités (Jean-Paul Besset, José Bové, Yannick Jadot, Eva Joly, Michèle Rivasi...). La création d'Europe Ecologie s'inscrit aussi dans la dynamique de synthèse des Verts qui s'étaient réunis en congrès à Lille en décembre 2008, synthèse refusée par la gauche du parti qui avait présenté une motion intitulée « Pour une écologie populaire ». Cette motion des Verts de gauche dénonçait le parti qui « navigue à

vue, tenté par une alliance politique avec des environnementalistes de droite, qui précipiterait une dérive centriste observable à l'échelle européenne. » Elle appelait à « cesser de voguer au gré des opportunités électorales et à construire un outil efficace, ouvert et militant, au service d'une stratégie de transformation. » Le M'PEP avait analysé le texte de synthèse des Verts : <http://www.m-pep.org/spip.php?article1038> Il soulignait des orientations politiques contradictoires par rapport à un ancrage affiché à gauche, une volonté de rassemblement électoral au détriment de positions politiques claires, des manquements et des silences inquiétants, notamment sur les marchés spéculatifs des droits à polluer, sur les conséquences des politiques de l'Union européenne, sur les relations Nord-Sud, sur les politiques d'immigration à mettre en œuvre, sur la question de la souveraineté populaire dans la construction européenne... En acceptant un rassemblement hétéroclite, qui comprenait des tenants d'une écologie libérale (Cohn-Bendit), des personnes se revendiquant de l'altermondialisme ou des militants proches du centre droit, le parti des Verts adoptait en 2009 une stratégie électoraliste au détriment d'une ligne politique claire et cohérente. Ce véritable bric-à-brac aurait pu être jugé avec sévérité au moment des élections européennes, mais ce ne fut pas le cas. Il est donc important d'apporter un éclairage aux orientations programmatiques et idéologiques du rassemblement Europe Ecologie.

Europe Ecologie vote pour l'ultralibéral Buzek à la présidence du Parlement européen

Un premier signal politique a été donné par les élus d'Europe Ecologie à Strasbourg lors de l'élection, le 14 juillet 2009, du nouveau président du Parlement européen, Jerzy Buzek, ancien Premier ministre polonais, conservateur connu pour ses positions ultralibérales. Se disant « fier » d'avoir fermé 22 mines et d'avoir conduit les négociations pour l'adhésion de la Pologne à l'OTAN, il se félicite des privatisations dans son pays et n'hésite pas à faire le lien entre immigration et délinquance. Avec les députés européens de droite du Parti populaire européen (PPE) et les socialistes du Parti socialiste européen (PSE), les députés européens d'Europe Ecologie ont voté pour Jerzy Buzek, malgré la candidature alternative de la députée suédoise Eva-Britt Svensson, du groupe Gauche unitaire européenne (GUE) auquel appartiennent les députés du Front de Gauche. Ceci confirme bien l'orientation écolo-libérale du mouvement Europe Ecologie. Si ce vote n'était pas suffisant pour s'en convaincre, il serait bon de se replonger dans les écrits de Daniel Cohn-Bendit, et plus particulièrement dans le livre paru en 1998, Une Envie de politique (La Découverte). Ce dernier y exprime des options politiques clairement néolibérales : entrée des entreprises dans les écoles, privatisation des services publics, travail le dimanche... (Voir l'article « Le vrai visage de Daniel Cohn-Bendit », La Décroissance, n°56 de février 2009). Pour Daniel Cohn-Bendit, « la politique européenne ne répond pas à la même logique [que les politiques nationales] : elle ne se réduit pas à l'opposition droite-gauche » (Le Monde, 19-20 avril 2009). L'attitude des députés européens d'Europe Ecologie lors de l'élection du président du Parlement européen devrait ouvrir les yeux à certains électeurs. Ainsi, le journal l'Humanité du 17 juin 2009 a fait une très intéressante enquête sur les électeurs des listes Europe Ecologie. Elle montre la profonde confusion, et souvent l'ignorance et la naïveté de certains de ces électeurs qui sont souvent des jeunes. C'est le cas d'une jeune fille interrogée par l'Humanité, Cécilia, et qui annonce à propos des élus de la liste Europe Ecologie au Parlement européen : « Ils étaient clairs sur l'opposition à Barroso. Ils se sont engagés à ne pas soutenir les options libérales au Parlement européen »...

Pas de modalités concrètes de mise en œuvre des propositions

Le manifeste d'Europe Ecologie, qui s'intitule « Changer d'ère », constitue le socle politique de ce rassemblement. Un nouveau contrat écologique et social est proposé, avec pour ambition de refonder l'Europe du Traité de Rome. Rien que cela ! Europe Ecologie ne manque pas d'air ! Au-delà des 9 « piliers » (le terme renvoie volontairement à la rhétorique de la Commission européenne) que sont l'emploi, l'agriculture, l'énergie, la santé, la biodiversité, les droits sociaux, les droits humains, les connaissances, et l'international, et au-delà des 27 propositions et des 3 outils qui constituent le programme du rassemblement, rien n'est réellement avancé sur les modalités concrètes pour parvenir à un quelconque changement. En particulier, pas un mot ne figure sur le mode de fonctionnement des institutions européennes ni sur les réels pouvoirs du Parlement européen. Il convient également de rappeler qu'Europe Ecologie est favorable à la ratification du traité de Lisbonne qui consacre et maintient dans ses fondements une Europe néolibérale (privatisation des services publics, dogme de la concurrence libre et non faussée, absence d'harmonisation sociale, libre circulation des capitaux, politique de défense inféodée à celle des Etats-Unis...). Une action réelle dans le domaine écologique nécessite des mesures générales inscrites dans le long terme. Autrement dit, la protection et la réparation de la nature, la lutte contre le réchauffement climatique nécessitent une planification. Or, le système européen actuel l'interdit. Dès le traité de Rome en 1957, la concurrence a été érigée en dogme surplombant toutes les préoccupations économiques, sociales, démocratiques, faisant office de valeur suprême. L'Union européenne n'est qu'un espace marchand consacré à la circulation des marchandises, des services et des capitaux. Le programme d'Europe Ecologie ne se donne aucun moyen pour inverser ces logiques et donner à l'Union européenne les instruments de planification qui, seuls, peuvent soustraire l'environnement aux influences néfastes du marché. Même chose pour la relocalisation des activités productives, indispensable à toute politique écologique sérieuse. Mais là aussi c'est impossible dans le cadre européen actuel puisque les traités en vigueur, et plus encore le traité de Lisbonne s'il est ratifié, l'interdisent. Le programme d'Europe Ecologie est muet sur ce point crucial. Ce qui est formidable avec le programme d'Europe Ecologie, c'est que personne ne verrait sa situation se modifier. La fiscalité, par exemple, est absente de ce programme. Ce n'est pas sérieux ! Seule une vague « taxe fiscale européenne sur la consommation d'énergie » est évoquée. Les pauvres, qui n'ont pas les moyens de diversifier leurs sources d'énergie, vont payer !